ONZIÈME ANNÉE. — N° 3103

6 Pages — 5c

FILS SPÉCIAUX : BERLIN LONDRES

ADRESSE PARIS (2e) : 142, Rue Montmartre

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : HUMANITÉ-PARIS

TÉLÉPHONE : GUTENBERG 02-57 02-69

PUBLICITÉ ANNONCES 142, Rue Montmartre, 142

# l'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

MARDI 7 JUILLET 1914

6 Pages — 5c

Le journal l'HUMANITÉ est vendu en Belgique 10 c.

ABONNEMENTS
Sans frais dans tous les bureaux de Poste

| | 1 An | 6 Mois | 3 Mois | 1 mois |
|---|---|---|---|---|
| Seine et Seine-et-Oise | 18 fr. | 9 fr. | 4 50 | 1 50 |
| Départements et Colonies | 21 » | 10 50 | 5 25 | 1 75 |
| Étranger Union postale | 31 » | 16 50 | 8 » | 3 » |

Directeur Politique : JEAN JAURÈS

## Fonctionnaires ET Contribuables

Après les récentes manifestations des travailleurs des services publics, le *Temps* a repris contre eux ses attaques perfides et ses menaces :

« Il n'y a guère plus en France qu'une autorité : celle des fonctionnaires ; jusqu'à ce que, lassés, les contribuables leur fassent entendre un jour, à l'aide des moyens dont ils disposent, qu'après tout ils ne sont rien sans eux. »

Quant à M. Clemenceau, il parle de la « *terreur* » que font régner les postiers au ministère du commerce ; et il leur apprend « qu'ils ne sont pas payés par les contribuables pour briser les tables et se livrer aux délices du sabotage. »

Je ne sais rien de plus faux et en même temps de plus vraiment démagogique que d'opposer ainsi contribuables et petits fonctionnaires, dans un pays où les pauvres payent la plus grande partie de l'impôt et où l'Etat est un patron si ladre et si incohérent.

En réalité, chez nous comme partout, la plus intime solidarité unit les intérêts du public à ceux des travailleurs au service de la nation. Et si nous demandons pour eux les améliorations matérielles et morales que réclament leurs groupements, c'est plus encore dans un intérêt général que dans leur propre.

Le public sera mal servi s'il paie mal ses employés ; si les fonctions de l'Etat ne permettent plus de vivre en travaillant, on s'en détournera ; le recrutement sera tari ou mal assuré ; et les fonctionnaires étant alors pris au petit bonheur sans une sélection sévère, c'est la Nation elle-même qui en sera la première victime. N'est-ce pas déjà ce qui se produit ?

Les Allemands se vantent d'avoir un service des postes très supérieur au nôtre. D'accord ; mais ils paient leurs agents et leurs sous-agents deux fois plus que nous ; puis, tandis que la France a en tout 115.000 employés des P. T. T. l'Allemagne en compte 252.131. Pendant ce temps, chez nous on lésine pour accorder aux sous-agents 0 fr. 10 d'augmentation par jour ; on leur dit pour les consoler : « Vous aurez des étrennes ; et puis, faites-vous concierges ! »

Depuis plusieurs années, les instituteurs se plaignent de la faiblesse du recrutement actuel des maîtres de nos écoles. Nombre d'écoles normales de province reçoivent malgré l'infériorité de leur préparation presque tous les candidats qui se présentent aux examens d'entrée. Et même une fois instituteurs, un nombre important de jeunes gens quittent désormais l'enseignement pour se faire officiers, pour rentrer dans le commerce, pour se livrer à l'industrie. Qu'on relise sur ce sujet les rapports des inspecteurs d'académie ; tous constatent à l'envi que les fonctions de l'enseignement sont délaissées par les jeunes gens, qu'il y a crise de recrutement, et que la situation est inquiétante. Eh bien ! nous le demandons de bonne foi : une pareille crise n'est-elle point surtout commageable pour les enfants et pour le pays tout entier ? La fonction d'instituteur est désormais peu recherchée ; c'est un fait très regrettable ; payons donc mieux les maîtres de nos enfants et l'on retrouvera aux examens des écoles normales un nombre élevé de concurrents bien préparés parmi lesquels pourra se faire la sélection nécessaire. C'est l'avenir de l'école publique elle-même qui y est intéressé ; et l'on voit comme il est impossible d'opposer les fonctionnaires au « public qui paie ».

Il est peu de prolétaires plus mal payés que les agents des douanes ; leur traitement est très faible, et l'on n'a su jusqu'ici leur apporter aucune amélioration sérieuse. Le résultat ne s'est pas fait attendre : on trouve de moins en moins de candidats sérieux à ces fonctions. On a vu rappeler des postulants que l'on avait d'abord éliminés comme insuffisants ; et l'on sait que le recrutement est aussi difficile pour les officiers que pour les préposés. Eh bien ! c'est le public ici encore qui est la première victime de cet état de choses. S'il a affaire à des agents ignorants, qui ne sont pas à la hauteur de leur tâche, qui manquent du tact, de la correction, de l'initiative nécessaires, il sera mal servi ; et l'Etat lui non plus ne gagnera rien à refuser à ces travailleurs les traitements convenables qu'ils demandent. Malheureusement jusqu'à présent, il est resté inerte : il leur a accordé une dérisoire augmentation de 200 francs par an ; il est vrai qu'il les autorise à travailler dans l'industrie privée pendant leur repos. Il leur a déclaré seulement qu'ils devaient s'abstenir d'accepter d'être chantres à l'église. Hors de là, ils peuvent accepter tout travail qui leur conviendrait. Mais croit-il vraiment par de semblables procédés, obtenir un service utile ; et ne perse-t-il pas qu'il y perd plus qu'il n'y gagne ? C'est ce qu'a bien compris l'Etat anglais qui paie ses douaniers 2.700 francs par an pendant que nous donnons aux nôtres une moyenne de 1.300 francs.

L'intérêt général aussi bien que celui des fonctionnaires exige donc impérieusement la refonte totale des traitements que nous demandons à l'Etat de préparer. La crise est partout, et il est urgent d'y porter un remède énergique. Les travailleurs de l'Etat ne sont pas des quémandeurs éternels ne cherchant qu'à exploiter les contribuables selon la formule des réacteurs bourgeois. Ils veulent vivre normalement et remplir en conscience leurs fonctions délicates. Voudra-t-on une bonne fois leur en donner le moyen en faisant pour eux l'effort qui s'impose ?

**MARCEL CACHIN**

## VICTOR HUGO A GUERNESEY

### L'île anglaise le glorifiera aujourd'hui

*Victor Hugo en 1859* — *Hauteville House*

C'est aujourd'hui que commencent à Guernesey les fêtes qui ont pour but de glorifier Victor Hugo et qui seront couronnées par l'inauguration d'une statue du très grand poète sur la terre d'exil d'où sortirent tant de pages géniales qui font « voler son nom sur les bouches des hommes ».

Comme nous l'avons dit récemment, en publiant la photographie, cette statue est de Jean Boucher, un de nos sculpteurs les plus éminents. C'est au moins le quatrième érigée à Victor Hugo. Il y a à Paris celle de Barrias sur la place Victor-Hugo, celle de Rodin au Palais-Royal. Le clair et puissant génie celto-latin qui s'épanouit dans une œuvre immense a été exalté aussi à Rome et à Lisbonne, deux capitales où le poète a sa statue. Le monument que Rodin prépare pour le Panthéon sera une nouvelle et éclatante glorification de cet esprit au niveau des plus hauts de l'humanité.

Deux de nos ministres assisteront et parleront aux fêtes de Guernesey qui seront, par surcroît, pour eux comme pour les représentants officiels de l'Angleterre, l'occasion de faire vibrer, une fois de plus, l'Entente cordiale en faveur de la paix. D'autres discours y seront prononcés par divers hommes de lettres des deux pays.

Mais fêtes, illuminations, parades n'ont, pour l'admirateur, l'attrait d'une visite à la maison pleine de souvenirs que Victor Hugo habita durant son exil à Guernesey, *Hauteville-House*, dont ses deux petits-fils, Jeanne et Georges, feront les honneurs aux invités.

C'est là, dans un décor de meubles et de tapisseries dont l'arrangement porte son empreinte, que le poète composa une grande partie des *Misérables*, *les Chansons des rues et des bois*, le *Théâtre en liberté*, les *Travailleurs de la mer*, l'*Homme qui rit*, *Quatre-vingt-treize* et les plus beaux poèmes de cette œuvre unique et profondément originale qui n'a sa pareille dans aucune littérature, la *Légende des siècles*, où abondent de purs et impérissables joyaux de l'art humain.

C'est là qu'il produisait, debout, avec la régularité et la force des choses naturelles, dans un belvédère vitré qui domine un vaste horizon, sous la grande lumière du ciel. Sa table de travail était une simple planchette soutenue par deux tringles.

### *Victor Hugo au travail*

La plupart des grands écrivains ont leurs règles et leurs fantaisies dans leur manière de travailler. Victor Hugo avait les siennes.

M. Paul Stapfer, qui a reproduit dans un de ses livres les confidences du poète, écrit les lignes suivantes sur ses habitudes de travail à Guernesey :

Je me lève de bon matin, me disait-il. J'avale deux œufs et une tasse de café froid ; puis, jusqu'à 11 heures, je travaille dans mon belvédère.

Travailler debout était un des principes de sa parfaite hygiène.

Puisqu'il faut, disait-il encore, mourir de quelque manière, j'aime mieux que ce soit par les jambes que par la tête, et j'use mes jambes en marchant beaucoup et en évitant de trop m'asseoir.

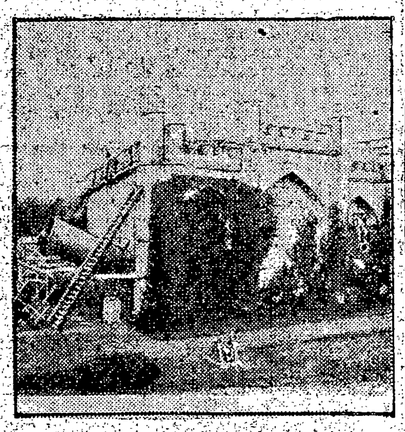
A 11 heures, étant couvert de transpiration, tant par le feu du travail que par celui du poêle qui chauffait sa serre en hiver, il se mettait tout nu et s'épongeait le corps, à l'anglaise, d'une eau très froide qui était restée toute la nuit à l'air.

Une friction énergique avec des gants de crin était le second et indispensable article de ce programme savamment réglé.

Le génie prodigieux, dont « l'âme de cristal » répercuta toute la pensée d'un grand siècle était un travailleur méthodique et acharné. Et c'est aussi pour cela qu'il a pu mettre dans son œuvre immense, incomparable et si vivante, toute la diversité et tous les reflets d'un univers. — A.-M. MAUREL.

## La fin d'une Grande Carrière scientifique

### *Le miroir du télescope Rosse est transporté au musée de South Kensington*



On vient de terminer à Londres l'installation dans le musée des Sciences de South Kensington du gigantesque miroir du télescope Rosse, miroir qui est le plus grand du monde et qui pèse près de 5.000 kilogrammes. Cette « mise à la retraite » est la fin d'une grande et glorieuse carrière scientifique.

Le télescope Rosse, établi en 1845 par l'astronome comte de Rosse, à son observatoire de Birr Castle (King's County), fut le plus grand et le plus puissant des télescopes à réflexion du type newtonien, depuis détrônés par les nouveaux télescopes à réfraction. Parmi le grand nombre d'observations qui furent effectuées par son intermédiaire, il faut surtout citer la résolution qu'il permit de faire, conformément aux vues émises à la fin du XVIIIe siècle, par Herschel, la résolution de nombreuses nébuleuses en amas ou guêpiers d'étoiles, l'un des premiers grands coups portés à l'hypothèse cosmogonique de Laplace.

Après la mort du comte de Rosse, son fils continua quelques années les travaux astronomiques de son père, puis cessa de s'en occuper et même d'entretenir le mécanisme délicat et compliqué de l'instrument. Après lui, son fils revint à l'astronomie mais il trouva qu'il serait trop coûteux de mettre en état le télescope de son grand père et offrit son miroir au South Kensington Museum. — J.-P. L.

*Nombre de nos abonnés à ce jour :*

**13.734**

# LIBRE EXAMEN

Le Sénat n'a pas terminé, hier, le vote de l'impôt complémentaire sur le revenu incorporé à la loi de finances. Il l'achèvera sans doute aujourd'hui et pourra voter l'ensemble du budget. Oui, mais comment est-il possible que d'ici à la fin de la semaine la Chambre ait à son tour examiné le texte voté par le Sénat ? Comment est-il possible que dans l'espace de quatre jours les deux Chambres se mettent d'accord sur toutes les modalités de la réforme et sur l'ensemble du budget ? La forme donnée à l'impôt complémentaire sur le revenu est de la plus haute importance ; car c'est elle qui dominera et façonnera tout l'ensemble de la réforme fiscale. Si elle est incohérente, inefficace, injuste, équivoque, c'est toute la politique de réforme fiscale qui sera compromise. Il est donc indispensable que la Chambre du suffrage universel puisse examiner et discuter à fond, sur un rapport précis et médité de sa Commission du budget. Quelle liberté de discussion aura le Parlement et quelle liberté d'esprit s'il ne dispose pour cette œuvre que de quatre jours ? Et notez que dans ce délai il faudra que les deux Chambres se mettent d'accord sur bien d'autres points, sur la semaine anglaise, sur les crédits pour les retraites des mineurs, sur les indemnités des sous-agents des postes.

Et pourquoi les Chambres sont-elles ainsi acculées ? Pourquoi sont-elles condamnées à abdiquer leur droit et à déserter leur devoir de contrôle précisément à l'heure où de formidables difficultés financières exigent la plus sérieuse délibération ? Uniquement parce que M. Poincaré a fixé au 14 juillet son voyage en Russie, et qu'en son absence toute la vie publique est suspendue.

A moins qu'on se risque à traiter les Chambres françaises comme le tsarisme traite la Douma, je ne vois pas comment on sortira de cet embarras extraordinaire. M. Poincaré et son frère Nicolas ont pensé à tout, excepté au fonctionnement du travail législatif en France.

Mais nous, socialistes, nous sommes bien résolus à remplir notre mandat. Nous ne permettrons pas que des discussions d'une importance vitale soient faussées et brusquées par l'arrogance étourdie du protocole.

**JEAN JAURÈS.**

## Les Trafics D'UNE Bande noire

### TROIS CENTS PERSONNES COMPROMISES

Nos lecteurs se souviennent qu'il y a deux mois environ, M. Paul Legrand, commissaire de police du quartier du Jardin-des-Plantes, avait arrêté certains individus sous l'inculpation de détournements et d'escroqueries, s'élevant à plus d'un million.

Voici comment procédaient les membres de la bande en question.

Certains d'entre eux s'établissaient marchands de vin, épiciers, libraires, etc., puis, ils se faisaient livrer de nombreuses marchandises en donnant comme référence les noms d'affiliés à leur association.

Une fois la boutique ouverte, les produits étaient vendus à si bon marché que la clientèle affluait de toutes parts, jusqu'au jour où le « commerçant » disparaissait avec la recette.

Les principales victimes de ces négociants sans scrupules étaient presque toutes des maisons de gros de Paris, qui ont perdu dans ces affaires des sommes considérables.

Ayant acquis la certitude que le siège de cette bande noire se trouvait dans le cinquième arrondissement, M. Legrand, à la suite des premières arrestations, continua son enquête. Celle-ci vient d'aboutir à un nouveau coup de filet.

Accompagné d'inspecteurs de la sûreté et d'agents, le commissaire de police du quartier du Jardin-des-Plantes a procédé à des perquisitions chez plus de trois cents personnes soupçonnées de complicité avec les inculpés.

Au cours de ces opérations le magistrat a saisi trente camions de marchandises diverses, plusieurs wagons de rafle, des brouettes, des milliers de briques réfractaires, des bouchons de liège, du savon blanc, d'énormes lots de charcuterie, des bidons de grésyl, des suspensions, des pendules, des machines à coudre, 1.200 kilos de thé, café et chocolat, des cordages, des bouteilles de vin fin et de Champagne, du linge, des miroirs à trois faces et des lots de dictionnaires Larousse et Dalloz.

Soixante-quatre « commerçants », hommes et femmes, ont été inculpés. De plus trois cent quatorze affiliés à cette bande sont connus de la justice, treize d'entre eux viennent d'être arrêtés. Ce sont :

Edouard Gilbert, âgé de 54 ans, marchand de vin, 21, rue Etex, établi autrefois à Clichy et à Asnières ; Ulysse Guilard, dit Pacotte, 35 ans, marchand de vin, 10, rue Richomme ; Amédée Faire, 50 ans, marchand de pommes de terre, 5, place Beaugrenelle ; Ernest Jeunet, dit Henri Doumoulin, 51 ans, épicier, 32, rue Grange-aux-Belles, connu sous le nom de Tabuteau ; Ernest Galliaud, marchand de vin, 35, rue Vignoles, anciennement établi 92, rue de Buzenval ; Paul Tarnan, dit Keller, 46 ans, teinturier, 10, rue de la Croix-Faubin, précédemment épicier sous le nom de Dillienz, 29, rue Didot ; Régis Roux, dit Charton, 65 ans, marchand de vin, boulevard de Poniatowsky, précédemment installé 22, avenue Ledru-Rollin ; Eugène Escaude, 51 ans, dit Mouchet, débitant, 18, rue Desnoyers, précédemment 8 *bis*, rue Auguste-Laurent ; Joseph Curtaz, 45 ans, marchand de vin, rue Etex, 21, ayant des succursales 16, rue Bouvet, à Clichy, et 4, rue du Bac, à Asnières ; Pierre Vermare, dit Rey, 42 ans, représentant, 14, rue Lautiez ; Casimir Girbal, 30 ans, livreur, 48, rue Rouget-de-l'Isle, à Vitry et 120, rue de Tolbiac, à Paris ; Ernest Bougeon, dit Juillard, 45 ans, représentant, 17, rue de la Présentation et Emile Perrin, 45 ans, courtier, 92, rue Buzenval.

Tous ont été envoyés au Dépôt, à la disposition de M. Richard, juge d'instruction chargé de l'affaire.

Sont en fuite et recherchés : Poichot, dit Georges, 39 ans, maroquinier, 53, rue d'Avron ; Henri Labrousse, 55 ans, commissionnaire, 4, rue Château-Landon ; Louis Allabasse, 33 ans, dit Golut, dit Bizanne, épicier, 94, rue de la Chapelle ; Charles Laurent, 35 ans, courtier, 35, rue Sergent-Bauchat ; Guillon, dit Lemaire, 45 ans, épicier, 29, rue Geoffroy-Saint-Hilaire et 87, avenue d'Italie.

Les soixante-quatre autres personnes compromises dans cette affaire, sont laissées en liberté provisoire, tout en restant à la disposition de la justice.

## *ILS SE SONT ÉLECTROCUTÉS*

### Cinq sont morts deux agonisent

*Spandau*, 6 juillet. — Un fil télégraphique s'étant rompu à Bornin, quelques ouvriers des champs eurent l'idée de se faire électriser et formèrent une chaîne de onze hommes.

L'un des ouvriers saisit l'extrémité du fil tombant à terre, mais ce fil étant entré en contact avec d'autres fils télégraphiques, un court-circuit se forma. Les onze hommes formant la chaîne furent renversés par le courant et relevés inanimés.

Cinq d'entre eux ont été tués ; les six autres ont repris connaissance, mais deux sont si gravement blessés qu'on désespère de les sauver.

## PLUS ON S'EMPOISONNE... ...MOINS ON MEURT !

Il en est des poisons comme des négations, dont l'une anéantit l'autre.

Mme Physalix en fournit la preuve avec des lapins. Elle injecte à ces dociles rongeurs du venin de salamandre et du venin de vipère et constate que le lapin ne s'en trouve point mal.

Mais poussant plus loin sa théorie, elle déclare que le poison de vipère et le virus rabique étant tous deux convulsivants, il doit se faire que l'un neutralise l'autre.

Comment le démontrer ?

C'est bien simple, les lapins sont là et on leur injecte d'abord du venin de vipère neutralisé par un mélange préalable avec du venin de salamandre. Puis, on leur inocule la rage et Mme Physalix constate que sur trois lapins qu'elle a ainsi traités deux continuent à ronger leurs carottes le plus placidement du monde.

Le troisième ne devient pas enragé, mais il meurt, simplement, et l'opératrice pense qu'il n'y a là qu'un accident.

Aussi va-t-elle, disait hier M. Perrier à l'Académie des sciences, poursuivre ses recherches, car elle espère trouver un procédé d'immunisation contre la rage.

Les vipères nous sauvant des chiens enragés, voilà bien de l'inattendu. — F. POLI.

## LEGAGNEUX en faisant un looping fait une chute mortelle

*LEGAGNEUX*

*Saumur*, 6 juillet. — Un terrible accident vient de causer la mort de l'aviateur Legagneux.

Legagneux s'était élevé, cet après-midi, vers 5 heures, du terrain des Huraudières, et s'était livré à divers évolutions, d'abord au-dessus de ce terrain, puis sur la ville.

A un moment, il se trouva au-dessus de la Loire et voulut exécuter une double boucle. Comme il terminait ce périlleux exercice, son aéroplane, au lieu de se redresser, piqua du nez et fut précipité dans le fleuve avec l'aviateur.

Des mariniers se portèrent aussitôt au secours de Legagneux, mais il leur fallut vingt-cinq minutes pour le ramener à la rive ainsi que son appareil. Legagneux était sans connaissance. On le mit aussitôt dans une automobile, qui le transporta à son hôtel. Là, on reconnut qu'il avait les jambes brisées et la poitrine défoncée. Il ne tarda pas à rendre le dernier soupir.

La ville était pavoisée ; dès que la nouvelle de l'accident se fut répandue, on mit partout les drapeaux en berne.

## LES NOUVEAUX ÉLUS SOCIALISTES

### LOUIS BERNARD, député du Gard

*A Louis Bernard, vous donneriez vingt ans, à peine. Il en a vingt-huit qu'il porte naturellement sans effort et qui font de lui, sauf erreur, le benjamin du nouveau Groupe socialiste.*

*Né à Nîmes le 28 janvier 1886, dans une famille de jardiniers républicains, il obtint à douze ans une bourse au lycée, fit de solides études et, son bachot conquis, dit à son père, le jardinier, comme jadis Candide au bon docteur : « Il faut cultiver notre jardin ».*

*Et il fit comme il avait dit. C'est pour se perfectionner dans la culture maraîchère qu'il s'en fut passer plusieurs mois en Allemagne. Parti de Nîmes républicain, il était, au retour, socialiste.*

*Dès lors, la propagande est, dans sa vie, la grande affaire. Il adhère pour commencer à la Jeunesse socialiste dont il devient un des conférenciers ordinaires ; il entre ensuite à la section nîmoise qui fait bientôt de lui son secrétaire (1910) ; il administre le* Combat social, *dont il est, dans le même temps, l'un des rédacteurs attitrés. En 1911, il est nommé secrétaire ad-*

(Photo Manuel)

*joint de la Fédération du Gard. Elu conseiller municipal de Nîmes en mai 1912, réélu l'année suivante, les précédentes élections ayant été frappées d'annulation, il se voit attribuer, au sein de la nouvelle municipalité socialiste, les fonctions d'adjoint pour l'instruction publique.*

*C'est là que les sections du Vigan qui l'avaient vu à l'œuvre l'an passé comme candidat au Conseil général, vinrent le chercher pour faire de lui leur candidat à la députation. Il se rendit à leur appel et, après une campagne d'une entière loyauté socialiste, il fut élu, au tour de ballottage, bénéficiant du retrait de la candidature radicale.*

*Et maintenant, par les campagnes du Vigan, le jardinier Bernard va continuer sa propagande. En vérité, je vous le dis, il n'a fait que changer de jardin !*

## Pour la "Bataille Syndicaliste"

Parlant de l'emprunt et de la publicité qu'en ont faite, moyennant finances, la plupart des journaux, la *Bataille Syndicaliste* écrit :

De l'*Action Française* à l'*Humanité*, en passant par les quotidiens incolores, c'est un touchant accord devant la sainte galette.

La *Bataille Syndicaliste* voudrait-elle nous dire quand elle a vu passer dans nos colonnes la publicité de l'emprunt ? Et si elle ne l'a pas vue, voudrait-elle bien rectifier son affirmation ?

## Une Femme TIRE sur son Mari

### SON FILS SERAIT-IL COMPLICE ?

Le ménage Perrin, composé des deux époux et de leur fils, habitait depuis un an environ au cinquième étage d'un immeuble sis 87, boulevard de Courcelles, un petit logement. Pendant que Mme Perrin vaquait aux soins du ménage, les deux hommes s'en allaient au travail, le fils dans un salon de coiffure du quartier de la Plaine-Monceau, le père au domicile de ses clients nombreux.

La clientèle de M. Perrin était, en forte grande partie, féminine ; le hasard voulut que le coiffeur plût à une dame dont il eût l'occasion, à plusieurs reprises, de faire la chevelure, et des relations suivies s'établirent entre le coiffeur et sa cliente. Une coïncidence fit qu'un jour le couple fut rencontré par Mme Perrin. De là, scènes de jalousie, explications orageuses, aveux, repentir... et pardon.

A condition, cependant, de ne pas recommencer ! exigea Mme Perrin. Son époux promit. C'est à peine si, de temps en temps, il prenait la liberté, le soir, d'aller voir quelques clientes ; mais entre temps, la clientèle augmentait et bientôt M. Perrin se trouva obligé de sortir, de nouveau, tous les soirs.

Avant-hier soir, Mme Perrin, qui commençait à douter de la promesse de fidélité de son époux, manifesta le désir de l'accompagner. Une cliente, le dimanche soir ? Hum ! Une discussion s'éleva car le coiffeur voulut sortir tout seul. A neuf heures, il put enfin partir.

### Trois détonations

Vers minuit et demi, M. Perrin rentra ; il se prépara à pénétrer dans la chambre à coucher quand, derrière lui, trois coups de feu furent tirés à bout portant.

Le coiffeur poussa un cri et put même appeler au secours, quoique grièvement atteint à la tête. A ce moment-là, dit-on, son fils se serait précipité sur le blessé dont il aurait étouffé les cris en lui plaçant les mains sur la bouche. C'est dans cette position du moins qu'il fut trouvé par les agents que Mme Perrin, sortant de son affolement, venait d'appeler.

Dix minutes plus tard, la mère et le fils étaient emmenés au poste de Saint-Philippe-du-Roule, et Perrin dirigé sur l'hôpital Beaujon. Une balle lui a fait sauter l'œil gauche, une autre lui a pénétré dans l'oreille.

Il eut assez de forces cependant pour raconter la scène du drame.

Naturellement, le fils de la victime, Jean Perrin, nie avoir participé au drame. Instinctivement, il a essayé seulement d'empêcher son père de crier et d'attirer ainsi l'attention de tous les voisins à cette heure tardive.

## NOTRE PROCHAIN FEUILLETON

*Est-ce une œuvre de fiction et d'imagination que*

# Fleurette ?

*Le nouveau roman*

DE

**Emile POUGET**

*que va publier*

**L'"HUMANITÉ"**

*Non ! Ce n'est pas une œuvre de fiction et d'imagination.*

*Non ! car les personnages qui évoluent dans* FLEURETTE *ne sont pas forgés pour les besoins des intrigues qui s'y déroulent.*

*Non ! car ils ont vécu... ils ont vibré... comme ils vivent et vibrent dans*

**Fleurette**

*intensément !*

## LES CONCERTS POPULAIRES AU JEU DE PAUME

**M. Eugène d'Harcourt sera entendu aujourd'hui par les membres du groupe parlementaire de l'Art**

Le groupe parlementaire de l'art a mis à l'ordre du jour de sa réunion d'aujourd'hui la question des concerts populaires au Jeu de Paume. Rappelons l'affaire en quelques mots.

M. Eugène d'Harcourt demande à l'Etat de lui céder à bail la salle du Jeu de Paume, aux Tuileries. Il s'engage à l'aménager en salle de concerts. Le bail serait consenti pour 46 ans. Passé ce terme, la salle aménagée, adaptée, transformée, reviendrait à l'Etat.

Tout le monde rend hommage à la compétence de M. Eugène d'Harcourt. Musicien, qui n'aime pas moins les œuvres du temps présent que celles du temps passé ; homme convaincu que la musique moderne a besoin, pour se développer, d'un public populaire, d'un public simple et sincère, que le snobisme n'a pas gâté, et qui vient au concert pour écouter ; organisateur qui aura toute la confiance des exécutants et des auteurs ; chef d'orchestre qui a fait ses preuves à l'ancienne salle d'Harcourt, M. Eugène d'Harcourt est l'homme le plus capable de doter Paris de la salle de concerts symphoniques qui lui manque.

Concerts symphoniques *populaires*, avec 400 places à 1 franc ; 200 places à 1 fr. 50 ; 400 places à 2 francs ; 800 places de 2 fr. 50 à 3 fr. 50 ; les autres à 4 et 5 francs ; *toutes étant places assises*.

Le projet, combattu par quelques personnes, a fait l'objet d'une pétition, au bas de laquelle s'alignent, à ce jour, environ 10.000 *signatures*.

Il a soulevé des objections. Les unes émises de la meilleure foi du monde par des personnalités avisées, mais impartiales, ont reçu de M. d'Harcourt les répon-

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France